



POSITION DE LA F.D.C.F SUR LES CENTRES DE MARQUES

La Fédération nationale des Détaillants en Chaussures de France ne comprend pas la position prise par le gouvernement sur certaines lois de modernisation de l'économie qui font exploser le nombre de demandes de créations de centres de marques et qui entraînera de ce fait automatiquement la disparition des commerces de proximité et par conséquent des commerces de l'équipement de la personne dans les centres-villes.

En effet, elle ne comprend pas que certains centres de marques s'appellent encore aujourd'hui « centres de fabricants », ceci avec preuves et photos à l'appui de la part de notre Fédération, pour duper le consommateur alors qu'il n'y a plus pratiquement de fabricants dans ces centres mais uniquement des importateurs ou des revendeurs d'articles de marque.

Elle ne comprend pas que quelques maires de France se soient laissés duper par les promoteurs de ces centres, vantant le fait qu'ils étaient des créateurs d'emploi alors qu'à court et moyen terme, c'est complètement faux. Ce n'est pas notre Fédération qui l'affirme mais tous les ministres du commerce des différentes tendances politiques qui se sont succédés, que ce soient Jean-Pierre RAFFARIN, Marilyse LEBRANCHU ou Renaud DUTREIL. Ils ont toujours affirmé « qu'un emploi créé dans un centre de marques, c'est quatre de perdus dans les commerces de centres-villes qui emploient vendeurs et vendeuses », ceci après de nombreuses études.

Le plus bel exemple qui confirme ces études ministérielles est le cas de Roubaix (100 000 habitants) qui, depuis la venue de son centre de marques, est devenu aujourd'hui quasi désert. Il suffit d'y aller pour s'en rendre compte.

Le plus grave pour le consommateur est que ces centres de marques diffusent toute l'année des rabais de moins 30 % et que souvent les articles vendus sont au même prix que dans les commerces de centre-ville. Leur publicité est bien souvent un leurre et une duperie pour les consommateurs. Notre Fédération ainsi que bien d'autres détiennent de nombreux constats d'huissier à ce sujet.

La FDCF crie alarme à ces implantations destructrices d'emploi et de commerces de centres-villes et à l'aspect d'une situation irréversible qui est déjà critique.

Nous souhaitons que tous les élus, et entre autres les maires, en prennent conscience.

Jean-Pierre FABRE

*Président de la Fédération nationale
des Détaillants en Chaussures de France*

Jean PAPILLON

*Président Fondateur de la Confédération
Européenne des Détaillants en Chaussures*